



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

lutte contre l'exclusion

Question au Gouvernement n° 2489

Texte de la question

INÉGALITÉS

M. le président. La parole est à M. Nicolas Sansu, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Nicolas Sansu. Monsieur le Premier ministre, les tragiques attentats de ce début d'année et la mobilisation citoyenne qu'ils ont entraînée exigent que nous fassions vivre nos valeurs républicaines de liberté, d'égalité et de fraternité.

Ces valeurs universelles sont la grandeur de la France, à un moment où les tensions se nourrissent du culte de la concurrence, de la compétitivité et de la guerre économique – préludes à la guerre tout court...

Dans ce contexte, un rapport de l'ONG Oxfam confirme ce que chacun ressent, à savoir l'aggravation sans précédent des inégalités. En 2016, les 1 % les plus riches de la planète posséderont le même patrimoine que les 99 % restants. Déjà, les 85 personnes les plus fortunées possèdent autant que les 3,5 milliards de personnes les plus pauvres. Enfin, l'Organisation internationale du travail prédit 10 millions de chômeurs en plus dans le monde dans les cinq années à venir.

Ces inégalités indécentes ont leur source dans ce que le capitalisme financier a de plus destructeur : l'exploitation des femmes et des hommes et l'épuisement des ressources naturelles.

Ces inégalités croissent également en Europe sous l'effet des politiques récessives qui oublient les valeurs d'égalité et de fraternité. Elles entraînent la relégation de territoires entiers et le déclassement de nombre de nos concitoyens, trop jeunes, trop vieux ou victimes de discriminations.

Si nous voulons que le bonheur redevienne une idée neuve en Europe, nous devons, plutôt que de proposer à nos jeunes de devenir milliardaires en écrasant la majorité des autres, refonder le pacte républicain autour de ce qui nous rassemble et ce qui fait l'identité de la gauche, à savoir la solidarité et la justice sociale.

En effet, comme le disait Condorcet, « Il ne peut y avoir ni vraie liberté ni justice dans une société si l'égalité n'est pas réelle ».

Monsieur le Premier ministre, alors qu'aux États-Unis Barack Obama annonce des mesures majeures de justice fiscale destinées à collecter, en dix ans, 320 milliards de dollars auprès des plus hauts revenus et des établissements financiers, quelles initiatives comptez-vous prendre pour promouvoir une répartition plus juste des richesses dans notre pays et dans le monde ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR et sur quelques bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à Mme la secrétaire d'État chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion.

Mme Ségolène Neuville, secrétaire d'État chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion. Monsieur le député, votre question évoque le rapport de l'ONG Oxfam portant sur l'accroissement des écarts entre les riches et les pauvres. Cette étude, sachez-le, est basée sur des données d'une banque, le Crédit Suisse, qui publie un rapport annuel sur la richesse mondiale.

Le Gouvernement est totalement engagé dans la lutte contre les inégalités.

Vous le savez, les inégalités ne sont pas une fatalité. Nous pouvons les combattre par des choix politiques et c'est ce que nous faisons, chacun et chacune d'entre nous, au quotidien.

En France, le taux de pauvreté est trop élevé, chacun le reconnaît, mais il n'augmente pas, contrairement à ce qui se passe dans les autres pays.

M. Nicolas Sansu. Si !

Mme Ségolène Neuville, secrétaire d'État. Car reconnaissez-le, monsieur le député, notre système de solidarité permet de protéger le plus grand nombre contre les situations de dénuement extrême.

M. Yves Censi. C'est notre pays qui est dans le dénuement !

Mme Ségolène Neuville, secrétaire d'État. Tous les jours et dans tous les ministères, nous luttons contre la pauvreté. Quand nous augmentons le RSA de 2 % chaque année, quand nous augmentons le nombre des bénéficiaires de la CMU et de l'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé, quand nous augmentons l'allocation de rentrée scolaire, quand nous augmentons le complément familial,...

M. Christian Jacob. Et le quotient familial ?

Mme Ségolène Neuville, secrétaire d'État. ...quand nous augmentons l'allocation de soutien familial, quand nous voulons instaurer le tiers payant généralisé, oui, nous luttons contre la pauvreté !

Quand nous concentrons tous les moyens à l'école de la République, nous luttons contre la pauvreté ! Quand nous transformons le RSA activité en prime d'activité pour le rendre plus simple et plus accessible, nous luttons contre la pauvreté !

M. Camille de Rocca Serra. Tout va très bien, madame la marquise !

Mme Ségolène Neuville, secrétaire d'État. Nous entrerons très prochainement dans la deuxième phase du plan de lutte contre la pauvreté et, je peux vous l'assurer, nous annoncerons de nouvelles mesures dans tous les domaines, car au Gouvernement c'est tous les jours que nous combattons les inégalités, avec un objectif clair : que la pauvreté ne soit plus héréditaire. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Nicolas Sansu](#)

Circonscription : Cher (2^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2489

Rubrique : Politique sociale

Ministère interrogé : Handicapés et lutte contre l'exclusion

Ministère attributaire : Handicapés et lutte contre l'exclusion

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [22 janvier 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [22 janvier 2015](#)